



Envoyé en préfecture le 26/09/2025

Reçu en préfecture le 26/09/2025

Publié le 2 6 SEP. 2025 ID: 033-213303373-20250925-ADS_DP2500053-AI

DESTINATAIRE

Monsieur FILLIATRE Thomas 25 Rue Peyroutic 33210 PREIGNAC

DP0333372500053

Déposée le 08/08/2025 et complétée le 08/09/2025

Par : Monsieur Filliatre Thomas

Demeurant à : 25 Rue Peyroutic 33210 Preignac

Pour : PEINTURE PORTE ET VOLETS COULEUR TAUPE

CLAIR

Surface de plancher créée : 0 m²

Destination: Habitation

Sur un terrain sis à : 25 rue Peyroutic 33210 PREIGNAC

Cadastré : A-1442 Superficie: 384 m²

DECISION DE NON-OPPOSITION A DECLARATION PREALABLE

Au nom de la commune par le Maire

Le Maire,

Vu la déclaration préalable susvisée,

Vu le Code de l'Urbanisme,

Vu le Plan de Prévention du Risque Inondation - Garonne - Secteurs de Rions à Toulenne et de Virelade à Le Tourne approuvé par arrêté préfectoral en date du 17/12/2001 et révisé le 23/05/2014,

Vu le Plan Local d'Urbanisme approuvé par délibération du Conseil Communautaire en date du 17/05/2017,

Vu la délibération du conseil communautaire prescrivant l'élaboration du PLUI en date du 28/06/2017, complétée par la délibération modificative du 26/09/2018,

Vu la délibération du conseil communautaire portant débat sur les orientations générales du projet d'aménagement et de développement durables du PLUI en date du 07/07/2021,

Vu l'avis favorable de Mme l'architecte des Bâtiments de France en date du 23/09/2025,

Vu les pièces complémentaires reçues en date du 08/09/2025,



DP0333372500053

Envoyé en préfecture le 26/09/2025 Reçu en préfecture le 26/09/2025 ID: 033-213303373-20250925-ADS_DP2500053-AI

DECIDE

Article 1: La présente déclaration préalable fait l'objet d'une décision de non-opposition.

Article 2 : Le Maire est chargé de l'exécution de la présente décision.

Article 3: AFFICHAGE RÉCÉPISSÉ DE DEPOT

Le récépissé de dépôt remis et affiché en mairie le 08/08/2025.

Fait à PREIGNAC, Le 25/09/2025 Pour le Whire, L'Adjoint délégué,

Thomas FILLIATRE

Danial LABADIE

La présente décision est transmise au représentant de l'État dans le département dans les conditions prévues aux articles L 2131-1 et L 2131-2 du Code Général des Collectivités Territoriales.

